

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur les relations franco-égyptiennes, la situation au Liban, le conflit israélo-palestinien et sur le projet d'Union de la Méditerranée, au Caire le 30 décembre 2007.

Je voudrais d'abord dire combien je suis heureux d'être en Egypte, à côté du président Moubarak. C'est notre troisième rencontre, puisque je l'avais reçu à Paris au mois d'août, j'ai eu l'occasion d'avoir un long entretien avec lui à Charm el-Cheikh et un entretien aujourd'hui. Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, s'est lui-même rendu à deux reprises déjà en Egypte. C'est dire combien la France considère le rôle de l'Egypte essentiel et le rôle du président Moubarak capital, non seulement pour les dossiers de la région qu'il connaît parfaitement mais pour cette question essentielle pour l'avenir du monde d'un dialogue entre l'Orient et l'Occident qui est une question absolument fondamentale.

Je voudrais dire au président Moubarak combien j'apprécie son expérience, sa sagesse et la vision modérée qui est la sienne sur les grands dossiers où il privilégie le dialogue, le consensus, la rencontre dans une région qui a besoin de paix et qui n'a pas besoin de guerre.

L'Egypte est, pour la France, un partenaire essentiel et le président Moubarak est, pour nous, un ami.

Je voudrais également préciser, sur le plan bilatéral, que nous avons évoqué deux questions. J'ai dit au président Moubarak la disponibilité de la France pour coopérer sur les grandes ambitions en matière de nucléaire civil que nourrit l'Egypte. Nous avons évoqué ce dossier en détail. Il appartient aux Egyptiens de prendre, selon les processus qui sont les leurs, les décisions le moment venu, mais le président Moubarak connaît très bien la qualité de la filière nucléaire civile française, son expertise, son expérience et la volonté que nous avons de fournir à l'Egypte l'énergie dont elle a besoin. Les journalistes le savent très bien ici, je suis persuadé que le nucléaire, c'est l'énergie du futur et qu'il est de la responsabilité de pays comme la France de permettre aux pays arabes d'accéder à l'énergie du futur. Ceux qui ne comprennent pas cette orientation veulent en vérité condamner les pays arabes à ne pas ouvrir leurs économies au XXI^e siècle, et chacun sait que le terrorisme et la barbarie se nourrissent de la pauvreté et du sous-développement. C'est donc un axe majeur de la politique de la France. Compte-tenu de l'effet d'entraînement que peut avoir l'Egypte sur l'ensemble des pays arabes, c'est un objectif pour nous essentiel, Monsieur le Président, que de travailler avec vous et de former vos cadres.

Je voudrais dire également au président Moubarak combien la France est heureuse de son soutien à l'initiative de l'Union pour la Méditerranée - initiative que nous avons prise avec nos amis italiens et avec nos amis espagnols - et combien la présence de l'Egypte et du président lui-même dans ce processus est essentielle à sa réussite. Nous en avons parlé en détail et je crois pouvoir dire que nous partageons la même conviction que cette Union pour la Méditerranée va s'organiser autour de projets concrets et non pas de structures, dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'il y en a suffisamment. Nous avons parlé de ces projets concrets : la propreté de la Méditerranée, le développement du nucléaire civil autour de la Méditerranée, le projet d'avoir les étudiants de la Méditerranée qui pourraient circuler dans toutes les universités de la Méditerranée, le dialogue des cultures... Bref, je crois pouvoir dire que nous sommes sur la

même longueur d'onde.

Et puis nous avons fait le tour des grands dossiers les plus préoccupants. Je voudrais dire au président combien la France partage son analyse sur le Liban. Je voudrais rendre hommage au président Moubarak et à l'Egypte qui ont constamment soutenu la revendication justifiée de l'indépendance du Liban et du respect de son identité. Je voudrais d'ailleurs dire, de ce point de vue, qu'il est venu le temps pour les Syriens de prouver dans les faits ce qu'ils ne cessent de proclamer dans les discours. La France a pris la responsabilité d'un dialogue conditionné avec la Syrie. Nous attendons maintenant des actes de la part des Syriens et non pas des discours. Le Liban doit avoir un président, un président de consensus.

Sur le Darfour, la France est également en harmonie avec l'Egypte qui ne ménage pas ses efforts pour qu'il y ait la paix.

Sur l'Iran, sur l'Irak, sur Annapolis, sur l'Etat palestinien, sur ce qu'il convient de faire pour créer les conditions de la paix, je crois pouvoir dire que nous avons développé une très grande harmonie de position.

Vous l'avez compris, pour la France, l'amitié historique avec l'Egypte est un élément stratégique. J'ai voulu le dire ainsi au président Moubarak. Le président Moubarak connaît parfaitement la France. Il avait des liens avec le président Mitterrand, avec le président Chirac et je lui ai dit combien Bernard Kouchner et moi-même serions heureux de pouvoir travailler main dans la main avec lui.

C'est pour moi un voyage très important et c'est une pièce maîtresse, cette entente entre la France et l'Egypte, pour éviter une confrontation qui serait suicidaire pour l'équilibre du monde entre l'Occident et l'Orient. La France a son rôle à jouer, l'Egypte a un rôle à jouer, essentiel, et c'est bien de cela dont nous avons voulu parler. Ce n'est que le début d'un travail en commun. Mesdames et Messieurs, si le président Moubarak en est d'accord, nous sommes à votre disposition pour répondre à vos questions.

Q - Depuis votre élection, vous avez répété à nombreuses reprises que votre amitié avec les Etats-Unis et Israël vous permettait de peser davantage sur le cours de choses que l'opposition plus frontale que l'on avait connue dans le passé. Un certain nombre de responsables au Moyen Orient, sans être opposés à cette posture, se posent des questions, parmi lesquelles celles-ci que je vous sou mets : est-ce que le président Sarkozy fait passer de vrais messages à ses amis israéliens, notamment sur la question de la colonisation qui est considérée comme un obstacle majeur à la paix ? Et deuxièmement, est-ce que vous avez l'impression d'être entendu ?

R - D'abord, je voudrais dire que la Conférence des donateurs sur l'Etat palestinien qui s'est déroulée à Paris - qui a été, d'ailleurs, remarquablement organisée par Bernard Kouchner et qui a été un succès - montre bien que la partie arabe a confiance. Vous connaissez très bien cette région : est-ce que vous pouvez penser qu'une telle conférence aurait pu se dérouler à Paris si les principaux dirigeants des principales capitales arabes n'avaient pas confiance dans la loyauté et dans l'honnêteté de la France sur la création d'un Etat palestinien moderne, démocratique, indépendant ?

Et qui peut douter, d'ailleurs, de l'engagement total de la France pour dégager, pour le gouvernement de M. Mahmoud Abbas et pour lui-même, les moyens du développement de cet Etat palestinien. J'ai moi-même rencontré à trois reprises Mahmoud Abbas, deux fois à Paris, une fois à New York. Lui-même m'a d'ailleurs indiqué combien il espérait que la France mette son influence au service de ces deux Etats : un Etat palestinien, un Etat israélien qui sont condamnés à vivre côte à côte, donc à vivre en paix.

Je n'ai cessé de dire que la meilleure garantie de la sécurité pour Israël, c'est un Etat palestinien moderne, démocratique, viable, avec même la continuité territoriale. J'ai même été jusqu'à dire cela. Est-ce à dire que je renonce à l'amitié avec les Etats-Unis ? En aucun cas. Nous faisons partie de la même famille. Le président Moubarak le sait, je suis allé parler au Congrès et je ne pense pas avoir tenu un discours complaisant lorsque j'ai parlé devant le Congrès des Etats-Unis. Par ailleurs, s'agissant d'Israël, ma position est bien connue, c'est celle d'un ami, mais un ami qui dit les choses. J'ai dit, à plusieurs reprises, y compris en ouvrant cette conférence sur les

donateurs pour l'Etat palestinien, que c'était le moment pour les Israéliens de faire les gestes qui permettraient de prouver que la paix est possible, y compris sur l'arrêt de l'implantation des colonies.

Notre position - Bernard Kouchner, moi-même et celle de la France - est constante. Etre un ami fidèle ce n'est pas être un ami complaisant. Et je veux être entendu dans toutes les capitales arabes sur ce discours. Le président Moubarak sait parfaitement que la France mettra toute son influence pour convaincre les Israéliens et les Américains des gestes nécessaires pour qu'il y ait la paix. Et ces gestes, ils ne peuvent être unilatéraux. Voilà ce que j'ai tenu à dire. C'est ma position constante et cela ne me gêne nullement de le dire ici au Caire.

Enfin, dernier point, vous le savez il y a eu des polémiques quand je suis allé en Algérie. On m'a dit, de façon irresponsable, certains responsables : vous auriez dû annuler votre déplacement. Ils auraient eu bonne mine, ceux qui m'ont conseillé de faire cela ! Dix jours avant les attentats barbares qui ont vu mourir des étudiants algériens qui n'y étaient pour rien.

J'ai toujours pris mes responsabilités, je soutiens un gouvernement qui lutte contre le terrorisme et j'ai dit au président Moubarak que nous avons besoin de dirigeants de grandes nations comme la nation égyptienne qui soient des dirigeants modérés, non pas dans leur amour de l'Egypte, mais dans la compréhension des problèmes de la région. La France, elle, sera du côté de ceux qui luttent contre le terrorisme et la barbarie. Elle ne sera pas la complice de ceux qui sont des barbares. Et ceux qui font des attentats comme cela, c'est une nouvelle barbarie. Voilà le discours que j'ai tenu en disant aux Israéliens : faites les gestes maintenant et j'irai en Israël au printemps. Ils m'ont invité à faire un discours devant la Knesset et je dirai à mes amis israéliens que c'est maintenant qu'il faut faire les gestes. J'irai ensuite, puisque le président Mahmoud Abbas me l'a proposé, le voir et je dirai un certain nombre de choses. C'est que le futur Etat palestinien, comprend Gaza et que la responsabilité internationale, du monde, c'est de soutenir le président de l'Autorité palestinienne et non pas les terroristes.

Voilà, j'espère que ma réponse a été claire, elle est claire parce qu'elle est à la fois celle du coeur et celle de la raison. La France n'est l'otage de personne et la France tiendra ce discours à tous ses amis parce que la France a des amis, elle a des amis dans le monde arabe - le président Moubarak, s'il me le permet - et elle a des amis en Israël. Et la meilleure chose que peuvent faire des amis, c'est pousser chacun de ses amis à se comprendre, à discuter ensemble et à trouver les voies du compromis. Ils doivent vivre ensemble en paix. Il n'y aura pas de paix tant que les Palestiniens n'auront pas un Etat viable.

Q - Monsieur le Président, vous êtes le bienvenu en Egypte. Je voulais vous demander à propos du dossier libanais : la France a fait beaucoup, il y a trente-six jours maintenant qu'on essaye d'avoir un président au Liban, la France essaie d'aider mais on ne l'a pas eu jusqu'à maintenant, malheureusement. Votre secrétaire général essaie aussi de parler avec la Syrie, mais là aussi, pas de progrès jusqu'à maintenant. Ne croyez-vous pas que c'est le moment d'annoncer les noms ou la liste des partis qui se mettent en travers des initiatives françaises ou bien qui font obstacle à la résolution du dossier libanais ? Et ma deuxième question : s'il y a un progrès, allez-vous faire des efforts avec le président Moubarak, après votre réunion, sur le dossier libanais ? Allez-vous prendre de nouvelles initiatives ?

R - J'ai demandé son avis au président Moubarak - j'espère qu'il va m'autoriser à le dire - : ai-je bien fait de prendre contact avec le président Bachar el-Assad ? Je ne le regrette pas. Je l'assume, parce que j'ai voulu être de totale bonne foi en disant à la Syrie : voilà, vous avez l'occasion de montrer que vous voulez prendre le chemin de la respectabilité. Force est de reconnaître, aujourd'hui, que l'on ne peut plus attendre. La Syrie doit arrêter de parler et doit démontrer. Ceci est la première chose et je ne prendrai plus de contact avec les Syriens - et l'ensemble de mes collaborateurs - tant que nous n'aurons pas des preuves de la volonté des Syriens de laisser le Liban désigner un président de consensus.

Deuxièmement, la France débloquera les crédits nécessaires pour que l'on accélère la mise en place d'un Tribunal pénal international. Est-ce que mon message est clair ? La France est honnête, la France veut, pour le Liban, un président. Je rends hommage, encore une fois, aux efforts de la diplomatie française, et notamment de Bernard Kouchner. Si nous n'y étions pas

efforts de la diplomatie française, et notamment de Bernard Kouchner. Si nous n'y étions pas allés, qui s'en serait occupé ? Et si cela était facile, cela se saurait. Eh bien, maintenant, il faut fournir des preuves et c'est le moment pour la Syrie, de les montrer.

Q - Ma question est pour vous, Monsieur Sarkozy. Je voudrais vous parler de votre initiative très importante dont vous venez de parler. Bien que cela fasse partie de votre discussion avec le président Moubarak, comme vous venez de le dire, je voudrais savoir : quand vous l'avez proposée pour la première fois au président Moubarak, à Paris au mois d'août dernier, le président Moubarak a posé quelques questions, et demandé quelques clarifications. Est-ce que ces points ont été clarifiés aujourd'hui et quels sont les plans que vous proposez pour la transformer en réalité ?

R - J'ai cru comprendre que votre question était sur l'Union de la Méditerranée. Nous avons décidé avec le président Moubarak - s'il m'autorise à le dire - qu'un de mes collaborateurs se rendra au Caire pour préciser les contours de l'Union de la Méditerranée que nous souhaitons. Faire en sorte que l'Egypte et la France se mettent d'accord sur un pré-papier de façon à ce que le Sommet qui se réunira le 13 juillet à Paris puisse être conclusif. Vous savez, Madame, je crois en l'Union de la Méditerranée parce que je crois en la Méditerranée et je veux la paix en Méditerranée. Je suis très attentif à ce que peut dire un homme de la sagesse et de l'expérience du président Moubarak.

L'Union de la Méditerranée, pour moi, c'est tellement important que ce n'est pas une initiative française. C'est une initiative de tous les peuples de la Méditerranée et à l'intérieur de la Méditerranée, l'Egypte, qui a bientôt 80 millions d'habitants, cela compte beaucoup.

Voilà donc ce que nous avons décidé, c'est qu'un de mes collaborateurs viendrait, que l'on se mettrait d'accord avec un collaborateur du président Moubarak de façon à ce que nous préparions, ensemble, les pré-papiers du Sommet du 13 juillet à Paris. Vous voyez que nous progressons et que je suis attentif à tout ce qui peut m'être dit y compris par ceux qui ont une grande expérience de la région.

Q - Peut-on prévoir une intervention française active dans deux sujets ? Premièrement, la contribution avec l'Union européenne dans la réouverture du passage à Rafah où l'Autorité palestinienne voudrait assumer la responsabilité pour alléger la souffrance du peuple palestinien ? Deuxièmement, peut-on s'attendre à une contribution française dans le problème du Darfour ?

R - Je ne me mêlerai pas des 14 kilomètres de frontière entre Gaza et l'Egypte. Sur le Darfour, j'ai eu l'occasion d'avoir hier au téléphone le président Béchir comme j'avais eu avant-hier au téléphone le président Deby. Vous savez, nous faisons, comme l'Egypte, tous les efforts pour que la paix revienne et que les souffrances s'arrêtent dans cette région du monde. Qu'il s'agisse de notre contribution à la mise en place d'une force hybride du côté du Darfour ou de notre contribution à la mise en place d'une force à l'est du Tchad, qui sont les deux faces d'un même problème.

La France ne ménagera pas sa peine pour convaincre à la fois le Soudan et le Tchad qu'ils doivent vivre en paix et qu'ils doivent tous prendre les initiatives pour qu'il n'y ait aucune provocation ni d'un côté, ni de l'autre.

J'avais eu l'occasion de dire au président Deby mes remerciements pour le retour en France, après leur condamnation, des responsables de l'Arche de Zoé que je ne qualifierai pas d'ONG.

Q - Nous avons l'impression que les démocraties occidentales sont impuissantes devant la politique de l'Iran et de la Syrie dans cette région du monde. Par rapport au dossier nucléaire militaire, on attend une résolution du Conseil de sécurité qui va être un peu banalisée par la position russo-chinoise, quel est votre levier concernant ce dossier ?

Deuxièmement, sur la Syrie, vous avez dit : j'attends des actes. Quels sont ces actes ? Et si ces actes n'arrivaient pas, qu'allez-vous faire ? Allez-vous baisser les bras pour le Liban ?

R - S'agissant du Liban, la preuve est simple : qu'un président soit élu, enfin. A-t-on jamais vu un Etat dont on emmène la clef du Parlement pour qu'il ne se réunisse pas ? A-t-on jamais vu un Etat qui ne puisse pas se doter d'un président démocratique ? Comme l'a dit le président Moubarak, cela ne peut plus exister, cela ne doit pas exister.

Et quand vous me dites : quelles sont les possibilités de la communauté internationale ? Mais

laissons mettre en place le Tribunal international et vous verrez si le Tribunal international sera considéré comme une plaisanterie. Il ne sera considéré comme une plaisanterie par personne et la France est prête à mettre l'argent nécessaire pour aider à la constitution de ce Tribunal. Quant à l'Iran, nous continuerons sur notre ligne : fermeté et dialogue. Va-t-on baisser les bras ? Nous ne baisserons pas les bras, ni sur le Liban qui peut compter sur la France, ni sur la question iranienne parce qu'il faut quand même que chacun se rende compte qu'à force de ne pas se parler et de ne pas se comprendre, on risque de mener le monde au bord d'une crise catastrophique. Alors ce n'est pas une question d'être déçu ou qu'il y ait des difficultés, c'est parmi les crises les plus importantes. Bien sûr que c'est difficile, tout le monde le sait, c'est justement pour cela qu'il faut s'en occuper et ne jamais renoncer.

Q - Une question franco-française pour terminer peut être. Votre séjour privé ici en Egypte a suscité un débat en France. Le fait que vous ayez emprunté l'avion de l'industriel Bolloré a été critiqué. Que répondez-vous à celles et ceux qui pointent le risque de conflit d'intérêts ?

R - Rien. Vous savez, j'aurai l'occasion d'évoquer toutes ces questions et bien d'autres au moment de la conférence de presse que je tiendrai en France le 8 janvier. Mais je remercie les médias français de s'intéresser davantage à mon déplacement qu'ils ne s'intéressaient aux déplacements de mes prédécesseurs. Et je suis très heureux de la publicité qui a ainsi été faite à des lieux merveilleux, que je conseille, que sont Louxor et Charm el-Cheikh.